

Questions orales

[Traduction]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Jerry Pickard (Essex—Kent): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

La campagne de publicité sur la TPS est déroutante et trompeuse à l'extrême. Le gouvernement poursuit depuis l'automne dernier, au coût de 11 millions de dollars, cette campagne qui diffuse une information pleine d'inexactitudes parce qu'un changement n'attend pas l'autre.

Il faut maintenant produire de nouvelles brochures, et dépenser des millions de plus, pour rectifier l'information déjà distribuée au public.

Combien d'argent dépense-t-on de plus pour cette propagande?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je m'élève contre la description que donne le député.

J'entends des commentaires très favorables de personnes. . .

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson (Etobicoke—Centre): . . . qui ont reçu le condensé le plus récent qui répond aux questions précises que nous avons relevées dans les appels aux lignes téléphoniques 800. Nous avons reçu entre 250 000 et 300 000 appels.

Nous avons réuni les réponses aux questions de ceux qui ont appelé les numéros 800 dans un condensé qui revient, je crois, à moins de 10c. l'exemplaire.

L'information est celle qui intéresse les Canadiens, celle qu'ils ont demandée concernant la taxe sur les produits et services.

M. Jerry Pickard (Essex—Kent): Monsieur le Président, je pose ma question supplémentaire au même ministre.

La taxe qui devait être de 9 p. 100 a été abaissée à 7 p. 100. La publicité adressée aux petites entreprises a été complètement modifiée.

Le ministre promet-il que le gouvernement va revenir dès aujourd'hui à la raison, qu'il va cesser de gaspiller pour des campagnes de propagande, qu'il va donner une information exacte aux Canadiens ou retirer la taxe?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je ne comprends pas le langage qu'utilise le député.

Le condensé que nous venons d'expédier à une dizaine de milliers de foyers canadiens répond très précisément aux questions qui revenaient constamment dans les appels au service d'information téléphonique 800. Nous donnons des réponses franches, directes. Elles n'ont rien de la propagande. Ce sont des réponses précises aux questions que 250 000 Canadiens ont posées.

Les réactions au condensé ont été excellentes. Les gens disent que c'est exactement l'information qu'ils voulaient sur la TPS.

* * *

L'INDUSTRIE DE LA FOURRURE

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture.

Hier, devant le Comité de l'agriculture, le sous-ministre de l'agriculture a dit que le programme d'aide au secteur de la fourrure, prévu dans le Budget des dépenses supplémentaire de 500 millions de dollars en vue de compenser ce secteur pour la chute de 50 p. 100 des prix de la fourrure provoquée notamment par le boycottage européen, est destiné aux éleveurs d'animaux à fourrure et que les trappeurs n'y auront pas accès.

Le ministre va-t-il revenir sur cette décision et étendre le programme aux trappeurs qui, eux aussi, ont souffert de la chute des prix et qui ont des pièges, des véhicules, des campements et diverses pièces d'équipement à payer et à entretenir ainsi qu'une famille à faire vivre?

M. McDermid: Pourquoi ne pas vous adresser à Greenpeace? Cette foutue organisation a détruit le commerce de la fourrure.

M. McKnight: Seriez-vous maintenant en faveur de la chasse aux phoques?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le député n'ignore pas que ce programme d'aide a été mis au point avec la collaboration et la participation des gouvernements provinciaux. C'est dans ce contexte qu'il a été élaboré.

Les fonds seront distribués par les gouvernements provinciaux. Étant plus au fait des besoins, ils sont mieux à même de veiller à ce que le programme vienne en aide aux plus nécessiteux.